



# Résilience & Dvpt Territorial-UNDP- MDG-00129981

**B0348 - Madagascar - Antananarivo**

**REPORTING PERIOD 2022- 2023**

**Narrative**

**REPORT DATE: 31-03-2023**

## **1. Executive Summary**

Le projet Analamanga fait partie des projets territoriaux du Portefeuille 3. Il vise à contribuer à l'amélioration de la gouvernance territoriale et locale et du bien-être humain de la population locale, au développement économique durable, à la préservation des richesses en biodiversité, au renforcement de la résilience territoriale face aux risques et catastrophes, et à la réduction du taux de la pauvreté. Le projet a pour objectifs de : (i) Asseoir une gouvernance locale en renforçant les capacités des autorités au niveau local et régional et qu'ils sont mieux outillés en matière de mise en œuvre de plan de développement local, et que la population a accès à des services de proximité, transparent et promouvant les droits humains ; et que des mécanismes de prévention des conflits et de consolidation de la paix sont effectifs et opérationnels ; (ii) Améliorer les conditions de vie des communautés en dynamisant le tissu économique local et que les initiatives de valorisation et de transformation dans les chaînes de valeurs vertes et bleues promues, l'accès aux moyens et facteurs de production facilités, et que les infrastructures structurantes sont développées ; (iii) Réduire considérablement les pressions et menaces sur le capital naturel en renforçant les mesures de conservation, de valorisation et de gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité, et que les pressions et menaces sur le capital naturel sont réduites, (iv) la résilience contre le changement climatique et les autres catastrophes naturelles est améliorée. Le projet focalise ses interventions au niveau de 04 Districts et 04 Communes qui ont été priorisés avec les autorités et les acteurs territoriaux, à savoir : la Préfecture d'Antananarivo : Commune Urbaine d'Antananarivo, le district d'Ambohidratrimo : Commune rurale de Mahitsy, le district d'Ankazobe : Commune rurale d'Ambolotarakely, le district d'Anjozorobe : Commune rurale de Betatao et une commune dans la zone de convergence des Nations Unies qui est la Commune rurale d'Ambohimasina, District d'Arivonimamo. Le projet est mis en œuvre sous la modalité DIM (Mise en Œuvre Direct). Il a son ancrage territorial au niveau de la Région Analamanga.

## **2. Background**

Malgré les efforts déployés pour lutter contre la pauvreté après une série de crises politiques, Madagascar continue de se heurter à des difficultés importantes qui se caractérisent par la détérioration de l'environnement des affaires, la croissance de la population, aggravées par le COVID-19. Les régions Sud de Madagascar où sévissent régulièrement une sécheresse et de graves problèmes de malnutrition chronique (Phénomène de Kere) sont sous les projecteurs du Gouvernement et du PNUD, mais comme les autres régions, la Région Analamanga est également concernée. Cette région est composée de sept district avec une population inégalement répartie en densité et où le PNUD a toujours intervenu et piloter des activités. Pour un niveau d'incidence de la pauvreté multidimensionnelle (basée sur la privation en santé, éducation et en conditions de vie) estimé à 70,3% pour l'ensemble de l'île en 2018, les taux équivalents sont respectivement de 82,6% pour la région Anôsy, 86,3% pour Atsimo Andrefana, 91,7% pour l'Androy et 44,3% pour la région Analamanga. Ce niveau de pauvreté est amplifié par la faiblesse de la gouvernance territoriale et de la réglementation, la décentralisation non effective, le manque d'infrastructures essentielles, l'insécurité, la détérioration des ressources naturelles et les effets néfastes de changements climatiques et les catastrophes. En outre, la faiblesse des revenus, l'insécurité alimentaire, la croissance démographique et l'immigration économique sont les principaux facteurs de pauvreté qui fragilisent les ménages. Pour eux, la minimisation des coûts d'approche et des durées de travail familial deviennent prioritaires. Le défrichement leur apparaît ainsi comme la meilleure alternative. Cette technique étant peu productive, et sans possibilité de dégager une épargne, les ménages stagnent en état de subsistance permanente, puis perpétuent le défrichement. Ces migrations vers les autres régions constituent un des moteurs de déforestation et une menace

par l'infiltration dans les aires protégées. Enfin, il convient de mentionner la prise en compte des femmes, les jeunes et les personnes vulnérables, reste encore marginaliser face aux violences basées sur le genre et d'autres formes d'abus, mais ne laisse pas aussi l'opportunité aux femmes d'assumer leurs rôles économiques et sociaux au sein de leurs familles et de leurs communautés. En réponse aux défis irrésolus dans le grand Sud et la région Analamanga, le présent Portefeuille : « Renforcement de la résilience pour l'émergence économique régionale et le développement territoriale » qui découle du Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable 2021-2023 (UNSDCF) convenu entre le Gouvernement de Madagascar et le Système des Nations Unies, a été raffiné après consultation de toutes les parties prenantes au niveau régional. Il s'articule aux plans référentiels régionaux et communaux, et s'aligne au Plan d'émergence du Sud. Il apporte des solutions concrètes et durables aux difficultés qui plombent le développement des régions du Sud, mais contribue aussi au développement durable des Communes touchées de la région Analamanga. Le Portefeuille vise à répondre aux besoins urgents de la population à travers les interventions qui seront mis en œuvre dans les quatre régions cibles (Atsimo Andrefana, Androy, Anosy et Analamanga), il s'agit de (i) Renforcer la gouvernance locale ;(ii) Dynamiser le tissu économique local et améliorer l'accès aux moyens de production ;(iii) Préserver la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles ;(iv) Renforcer la résilience aux risques et catastrophes

### **3. Key Results Achieved**

#### **Contributing Outcomes:**

MDG\_Effet 1 D'ici 2030, les institutions nationales seront efficaces, responsables, transparentes et agiront au sein d'un cadre constitutionnel et juridique, tout en se conformant à l'état de droit et en respectant les droits humains, l'égalité des genres, la durabilité environnementale afin d'assurer les bases de la légitimité politique.

#### **Contributing Outputs :**

MDG\_Produit 1.3 Aux niveaux national et décentralisé, les institutions disposent des compétences et des outils nécessaires, notamment numériques (gouvernance électronique), pour planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer efficacement les politiques publiques, ainsi que pour mobiliser des ressources financières afin d'améliorer la prestation des services publics de base.

#### **Progress Note**

**Output 1 : Les institutions infranationales, les collectivités et les acteurs locaux sont mieux outillés pour asseoir l'état de droit, la paix et prévenir les conflits**

Pas de résultats achevés, activités en cours

**Output 2 : Les acteurs des Régions d'intervention (CTD et STD) sont outillés pour la mise en œuvre de leur plan de développement, la réalisation des Objectifs de Développement Durable et l'offre de services de proximité en répondant aux priorités locales**

La DREDD Analamanga a été doté de matériels informatiques et de sonorisation mobile pour l'action d'éducation, sensibilisation et information par rapport à la lutte contre le feu de brousse et le feu de forêt ainsi que la promotion de l'importance du reboisement.

MDG\_Effet 2 D'ici 2030, l'accès des jeunes à des emplois décents, productifs, durables et résilients sera favorisé par le développement de l'entrepreneuriat et l'application de mesures visant à accélérer la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

**Output 3 : Les infrastructures structurantes au niveau local sont développées et l'accès aux moyens, techniques et technologies innovantes de production facilitée pour permettre la relance des activités économiques et la création de valeurs ajoutées.**

Pas de résultats achevés, activités en cours

**Output 4 : Les chaînes de valeurs vertes et bleues sont valorisées et les initiatives locales de transformation soutenues pour enclencher le processus d'industrialisation de l'économie au niveau local**

Pas de résultats achevés, activités en cours

**Output 5 : Les jeunes, femmes et Personnes Vivant avec Handicap entrepreneurs, les TPE et PME/I sont appuyés, leur productivité améliorée pour renforcer la compétitivité et densifier le tissu entrepreneurial.**

Pas de résultats achevés, activités en cours

**Output 6 : Une gestion durable des paysages terrestres et aires protégées est renforcée pour constituer des outils d'émergence économique au niveau local**

Pas de résultats achevés, activités en cours

**Output 7 : La lutte contre les menaces et pressions sur la biodiversité est renforcée afin de préserver le capital naturel au niveau local**

Pas de résultats achevés, activités en cours

**Output 8 : Des initiatives pour faire face au Changement Climatique et aux RC sont promues au niveau local afin de renforcer la résilience des communautés**  
**Pas de résultats achevés, activités en cours**

**Output 9 : Des initiatives de Gestion des Risques et Catastrophes (GRC) sont promues et renforcées au niveau local.**

Pas d'activités spécifiques pour ce trimestre

#### **4. Key Challenges Encountered**

**Contributing Outcomes:**

MDG\_Effet 1 D'ici 2030, les institutions nationales seront efficaces, responsables, transparentes et agiront au sein d'un cadre constitutionnel et juridique, tout en se conformant à l'état de droit et en respectant les droits humains, l'égalité des genres, la durabilité environnementale afin d'assurer les bases de la légitimité politique.

**Contributing Outputs :**

MDG\_Produit 1.3 Aux niveaux national et décentralisé, les institutions disposent des compétences et des outils nécessaires, notamment numériques (gouvernance électronique), pour planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer efficacement les politiques publiques, ainsi que pour mobiliser des ressources financières afin d'améliorer la prestation des services publics de base.

**Progress Note :**

Les défis majeurs rencontrés se trouvent d'une part, au niveau des gap de financement pour la plupart des activités prévues et d'autre part au niveau des traitements des dossiers de passation de marché qui avaient déjà des fonds disponibles. Pour les activités en attente de mobilisation de ressources, l'acquisition de nouveaux fonds n'est pas certaine et les dossiers y afférents ne peuvent être élaborés et passés aux démarches habituelles. Quant aux dossiers déjà au niveau de l'unité passation de marché, comme le recrutement de consultant individuel (Pilier 2), acquisition de matériels (Pilier 1, Pilier 2 et Pilier 4), recrutement de prestataire : personne morale (Pilier 3) entre autres, le traitement n'était pas effectif pour aboutir aux résultats.

## **5. Project Risks and Issues**

Le principal risque reste au niveau de la situation face à la période d'élection (campagne électorale, élection, post-élection) qui pourrait entraver et limiter le bon déroulement des activités qui ne puissent s'achever à l'avance. Un autre risque demeure également au niveau du traitement de dossier par la passation de marché du PNUD, risquant le retard de la mise en œuvre alors que l'élection avec ses périodes pré et post électorales aura lieu.

## **6. Lessons Learned**

- L'importance de l'identification des besoins au niveau local avant le lancement de l'activité ou son insertion même dans le PTA à l'instar des 4000 kits solaires étant réparti à part égale pour les quatre communes rurales d'intervention du projet alors que le nombre de la population privée d'électricité n'est pas la même, dans ce cas, l'équitabilité n'est pas respectée
- Les activités importantes et capitales sont sujettes à des influences politiques au niveau locales vu que certains politiciens et dirigeants veulent accaparer les mérites des résultats d'intervention pour se positionner au niveau de la population. Comme leçons apprises, une analyse des activités à mener pour une année avec des élections s'avère être indispensable afin que l'organisation ne soit pas mal vu par rapport à sa neutralité et considérer cela ainsi dans la planification pluriannuelle du document de projet

## **7. Conclusions and Way Forward**

Pour le premier trimestre, on peut dire que le projet a bien démarré malgré le staff en sous-effectif mais qui est en bonne cohésion. Beaucoup plus d'activité seront à réaliser pendant le Trimestre 2 afin de pouvoir essayer de terminer les principales activités au trimestre 3 pour éviter la période électorale qui sera surtout conséquente en dernier trimestre de l'année.

## **8. Other Reporting Requirements**

- Aucun élément à afficher.